

Conseil régional de l'Atlantique

Compte rendu de la réunion du 5 décembre 2019

Présents : A. Poirier (Î.-P.-É.), S. Crawford (Î.-P.-É.), A. Eyrich (Halifax), F. Phelan (T.-N.), K. Clark (Halifax), S N. Ir (Moncton), J. Bradley (T.-N.), R. Racine (Moncton) et J. Sitland (Halifax)

Personnel : G. Phillips, M. Vallière, M. Nungisa et J. Courty

1. Ouverture de la séance

Présidée par G. Phillips, la séance du Conseil régional de l'Atlantique est officiellement ouverte à 9 h 05. G. Phillips souhaite la bienvenue à tous.

** À ce stade de la réunion, la déclaration de principes de l'ACEP sur le harcèlement est lue à voix haute.*

2. Ordre du jour

L'ordre du jour est présenté, et des changements mineurs y sont apportés. L'ordre du jour modifié est approuvé.

3. Approbation du compte rendu de la réunion de mai 2019

Au point 5 – Mandat, le document doit être modifié comme suit : Les documents en français ne seront fournis que sur présentation – une semaine à l'avance – d'une demande écrite.

Le compte rendu est approuvé après modification.

4. Approbation du mandat

Le document est approuvé après modification.

5. Présentation des modifications apportées à la convention collective

M. Nungisa et M. Vallière résument en gros les modifications apportées à la convention collective. Des réponses sont fournies aux questions que posent les membres sur les dispositions.

G. Phillips suggère pour l'instant qu'un membre du Conseil se propose pour siéger à l'équipe de négociation, afin de que les régions soient représentées.

6. Mise à jour sur le remplacement du système Phénix

F. Pheland sollicite une mise à jour sur le sujet. G. Phillips avise le Conseil qu'il siégera au comité et qu'il n'y a rien de nouveau à signaler. Trois projets pilotes sont en cours. K. Clark indique la réception d'un courriel les informant à propos de « MaPayeGC ».

7. Résoudre l'arriéré créé par le système Phénix

Les membres du Conseil demandent un compte rendu sur la rémunération en souffrance. G. Phillips dit que l'ACEP n'est pas membre de ce comité, mais que nous faisons des pressions pour y remédier. M. Valliere indique que les cas peu nombreux portent surtout sur les paiements rétroactifs.

8. Mise à jour sur les paiements rétroactifs

Tous les paiements rétroactifs devraient être versés. Les gens qui ont du mal à recevoir leur paiement rétroactif devraient en discuter avec leur ART.

9. Mise à jour sur le gouvernement numérique

La présentation porte sur l'évolution des services fédéraux au moyen de l'adoption des technologies numériques, dont l'intelligence artificielle, l'analyse des données, le traitement du langage naturel et les systèmes de cybersécurité. La présentation (voir en annexe) laisse entendre que l'ACEP fait de la sensibilisation en prévision d'un éventuel arrêt de travail (réaménagement des effectifs) provoqué par une défaillance technologique. Au nombre des exemples, notons l'automatisation des analyses économiques, des services de traduction et des services financiers. Tandis que nous nous positionnons en vue des prochaines rondes de négociation, nous devrions examiner la formation aux compétences numériques dispensée par l'employeur aux membres de l'ACEP, ou encore les programmes de l'ACEP axés, entre autres, sur l'analyse des données, l'IA, les cybersystèmes et l'automatisation des processus robotisés (e-marketing, etc.). S. Crawford et M. English devaient faire une présentation au CEN le 11 décembre.

10 a. Protocoles de grève – Autres syndicats

Un membre du Conseil s'informe à ce sujet. G. Phillips répond que l'ACEP dispose d'un protocole historique qui doit être révisé.

Cette conversation amène les participants à informer le président que certains de leurs membres n'ont pas de cartes de membre à produire aux fins du respect des lignes de piquetage. Une discussion plus approfondie s'ensuit, afin de préciser les rôles de chacun dans un tel cas. Les dirigeants des sections locales seraient encouragés à afficher leur soutien en distribuant du café, en manifestant à l'heure du midi ou pendant les pauses, etc.

Nouveau point à l'ordre du jour

10b. Science des données 101 :

Il importe de reconnaître l'écart entre les compétences d'un EC et celles d'un « scientifique des données » au plein sens du terme. L'analyse poussée des données pourrait ne pas faire partie du coffre à outils habituel de l'analyste du groupe EC. Il est encore moins probable que les techniques « de la science des données » composent ce coffre à outils. Le travail des scientifiques des données s'inscrit toutefois clairement dans les tâches des EC; c'est donc dans le groupe EC que ces postes devraient être dotés au sein du gouvernement. Les dirigeants des sections locales devraient en être informés et, en cas de classification différente, en aviser le Bureau national.

Actuellement, l'employeur n'offre qu'un type de formation. Il existe une foule d'activités de formation privée souples et en ligne – il est essentiel que l'employeur adopte une méthode souple pour ce type de formation.

M. English et S. Nicole parlent d'un EC-05 de 25 ans qui, au Secrétariat du Conseil du Trésor, est en fait un scientifique des données. L'employeur recherche activement des candidats de niveau universitaire dans le volet Sciences des données, plutôt que dans les volets Sciences sociales/Économie. En matière de compétences, le risque de fossé générationnel diminue continuellement en raison de la rapidité fulgurante des percées technologiques.

Exemple : Les universités intègrent maintenant l'analyse poussée des données à leurs programmes de sciences politiques. Ce cours n'existait tout simplement pas il y a cinq ans.

Comment l'ACEP peut-elle aider ses membres à faire la transition? Approche mixte : créer une classification/un volet éventuellement nouveau ou pousser l'employeur à appuyer continuellement les membres de l'ACEP du groupe EC qui cherchent à se mettre à niveau.

11. Problèmes de classification

ACC continue de s'inquiéter des postes EC vacants qui sont reclassifiés (PM ou AS), dans le but d'accommoder ceux qui n'ont pas les qualifications nécessaires pour intégrer un bassin de candidats EC. Des questions portent sur le processus à suivre pour dresser un inventaire des postes EC éliminés.

12. Absence de réunions des CCPS

S. Crawford pose des questions sur la constance des comités consultatifs patronaux-syndicaux organisés par les départements régionaux. La tenue des CCPS est très peu constante dans la région. À l'APECA de l'Île-du-Prince-Édouard, le CCPS ne s'est pas réuni depuis 20 mois. Les représentants de l'ACEP à ACC signalent qu'il s'est écoulé près de trois ans depuis leur dernier CCPS. G. Phillips suggère aux dirigeants des sections locales de prendre l'initiative de demander à la direction la tenue des CCPS.

13. Rapport du président

- Après avoir étudié les avantages et les inconvénients, une résolution sur l'intégration du CTC est adoptée. Un comité sera formé pour réaliser le travail et pour faire une présentation aux membres à la prochaine AGA.
- L'AGA a connu un énorme succès, puisqu'elle a attiré le plus grand nombre de participants depuis la création de l'ACEP. Larry Rousseau était le conférencier principal. Monique Manatch, une Aînée de la nation algonquine de Barriere Lake, a béni l'activité. Nous aimerions que cette nouvelle tradition de l'ACEP se poursuive. Le thème de cette année est #LaDiversitéFaitLaForce. Les représentants du programme d'apprentissage mixte font une présentation. G. Phillips évoque les avantages de ce programme et les cours proposés.

Rapport d'activités de la dernière année :

- Négociation de quatre conventions par l'ACEP
- Création du PE sur le système Phénix
- Augmentation de 9 à 13 du nombre d'ART au Bureau national de l'ACEP, où 500 dossiers sont en instance
- Augmentation du nombre de membres qui veulent suivre la formation des délégués syndicaux
- Élaboration en cours d'une formation à l'intention des dirigeants des sections locales
- Participation à des activités de représentation comme la Marche des femmes, le défilé LGBTQ+, le Caucus des employés fédéraux noirs, la grève mondiale sur le climat et l'entrevue avec le président de Movember
- En ce qui concerne les relations gouvernementales, rencontres de G. Philips avec des cadres supérieurs du SCT, et réunion avec la ministre Joly au sujet de la *Loi sur les langues officielles*
- Poursuite de la participation de l'ACEP à de nombreux comités du CNM
- Coprésidence du comité directeur du SAFF maintenant assumée par G. Phillips
- À propos de la mobilisation des membres, nous faisons une tournée canadienne et invitons les membres du Conseil exécutif national à y prendre part afin de mieux comprendre les différents besoins des régions. De plus, les membres font partie de divers comités, comme le Groupe de travail analytique et le Comité des communications.
- Chargé des communications et des affaires publiques, le Comité des communications a été relancé. Nous avons embauché un conseiller en défense des intérêts et en affaires publiques. Nous travaillons à l'élaboration d'un nouveau site Web qui sera lancé à l'été.

- Pour ce qui est de l'infrastructure de la TI et des finances, nous avons remanié notre politique sur les investissements. Cumberland est la nouvelle entreprise à qui nous avons confié nos investissements.
- Une courte mise à jour porte sur le détournement de fonds. G. Phillips fait également un résumé du recours intenté contre l'ACEP par l'ancien président, malgré qu'il ne puisse en dire beaucoup étant donné la nature confidentielle de la plainte.
- Au cours de la prochaine année, l'ACEP s'opposera au projet de loi C-27, appuiera le Programme de soutien au mieux-être des employés et améliorera ses services dans tous les domaines.
- L'ACEP produira des énoncés de position sur la recherche et l'apprentissage.

14. Remue-ménages sur les futures présentations

- À chaque réunion, F. Pheland propose de donner à un membre différent du Conseil de 15 à 20 minutes pour faire le point sur les dossiers auxquels il travaille.
- Les membres du Conseil sont ouverts à l'idée d'organiser des réunions de deux jours si l'ordre du jour est suffisamment dense.
- Le Conseil aimerait étudier des façons de faire participer les membres et invoque une éventuelle campagne Rand.

Nouveau point à l'ordre du jour

15. Punaises de lit

Histoire de se montrer proactifs, S. Nicole soulève le problème des punaises de lit à Ottawa, et signale que certains collègues se sont fait refuser le télétravail mais ont depuis trouvé des solutions de rechange. G. Phillips dit que quiconque connaît de tels problèmes devrait communiquer avec son ART, de sorte qu'on y accorde l'attention nécessaire.

16. Tour de table

- Eyrich annonce qu'elle s'en va au MPO à Ottawa, et qu'elle ne fera donc plus partie du Conseil régional de l'Atlantique. J. Sitland la remplacera.
- Les politiques sur le télétravail semblent différer d'un ministère à l'autre. Comment protéger les droits de nos membres? G. Phillips précise que le télétravail ne fait pas partie de leur convention collective, si bien que l'employeur peut imposer des règles.

Mesures de suivi

1. L'ACEP distribuera le protocole de grève à ses membres.
2. G. Phillips fera un suivi auprès de Katia sur la tenue d'une campagne Rand.
3. Un appel sera lancé aux membres (analyse des données) afin qu'ils nous aident à interpréter les résultats du SAFF.
4. Michel organisera un webinaire spécial dans l'Atlantique, dans l'optique d'exposer les différents types de congé, etc.
5. G. Phillips communiquera les pratiques exemplaires de télétravail aux dirigeants des sections locales.

17. Levée de la séance

La séance est levée à 16 h 30.